

Aménagement d'une agence France Travail à Saint-Girons

CCTP Lot 00 : Prescriptions communes Phase PRO/DCE

Maitre d'Ouvrage :

France Travail

33, avenue Georges Pompidou Bât. E
31 131 BALMA Cedex BP 93186



Equipe Maitre d'Œuvre :

Architecte mandataire :

CTV Architecte

91, Allées Charles de Fitte
31300 TOULOUSE
Tel : 05 61 25 44 74



Bureau d'Etudes :

BET Fluides : TECHNISPHERE

Place Paul Riche
31200 TOULOUSE



Ordonnancement, pilotage et Coordination :

Bureau de contrôle et coordonnateur SPS:

VERITAS

12, rue Michel Labrousse
31047 TOULOUSE



1	GENERALITES	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Liste des lots	3
1.3	Intervenants	3
1.4	Liste des pièces écrites et graphiques	4
2	PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS	4
2.1	Prescriptions générales	5
2.2	Textes et règlements	5
2.3	Documents à fournir par les entreprises	6
2.4	Mission du bureau de contrôle	7
2.5	Mission de synthèse	7
2.6	Matériaux et procédés	8
2.7	Echantillons et essais	8
2.8	Autocontrôle – Vérification avant réception	8
2.9	Interlocuteur privilégié	9
2.10	Plans et devis	9
2.11	Coordination des ouvrages des différents corps d'état	10
2.12	Etats des lieux	10
2.13	Etablissement du compte prorata	11
2.14	Divers	Erreur ! Signet non défini.
2.15	Préparations et organisation du chantier	11
2.16	Incorporations – Réservations – Percements – Calfeutrement	17
2.17	Conditions générale d'exécutions des travaux	18
2.18	Déroulement des travaux	19
2.19	Vérification des côtes portées aux plans	20
2.20	Notice d'hygiène et de sécurité (P.P.S.P.S)	20

1 GENERALITES

1.1 Objet du marché

Les travaux concernent :

**Aménagement d'une agence France Travail
à Saint-Girons**

Les travaux concernent (liste non exhaustive) :

Construction d'un bâtiment de bureaux

L'établissement est classé : Etablissement Recevant du Public, 5^{ème} catégorie

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Liste des lots

1	Cloisons amovibles
2	Faux plafonds
3	Peinture - Sols souples
4	Electricité CF/Cf

1.3 Intervenants

1.3.1 Maître d'ouvrage

France Travail
33, avenue Georges Pompidou Bât. E
31 131 BALMA Cedex BP 93186

1.3.2 Maîtrise d'œuvre

Architecte mandataire

CTV Architecte
91, Allées Charles de Fitte 31300 TOULOUSE
Tél. : 05 61 25 44 74

Bureau d'étude Fluides

TECHNISPHERE
Place Paul Riche
31200 TOULOUSE

Ordonnancement, pilotage et Coordination :

1.3.3 Contrôle Technique

VERITAS

12 Rue Michel Labrousse,
31047 Toulouse Cedex1

1.3.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

VERITAS

12 Rue Michel Labrousse,
31047 Toulouse Cedex1

1.4 Liste des pièces écrites et graphiques

1.4.1 Pièces écrites

- Le règlement de la Consultation (RC)
- Document de candidature
- Demande de sous-traitant
- Contrat
- Cadre de réponse
- Programme Pôle Emploi Référentiel matériaux
- Le Plan Général de Coordination (PGC)
- Le Rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Le Planning prévisionnel
- Dossier et arrêté de la Déclaration Préalable
- Tableau des prestations et des surfaces
- Tableau de nomenclature des portes

- CCTP lot 00 : prescriptions communes
- CCTP et CDPGF lot 01 : Cloisons amovibles
- CCTP et CDPGF lot 02 : Faux Plafonds
- CCTP et CDPGF lot 03 : Peinture - Sols souples
- CCTP et CDPGF lot 04 : Electricité CF/Cf

1.4.2 Pièces Graphiques Architectes :

FT 01 Etat des Lieux - Plan Rez-de-chaussée	1/100
FT 02 Plan Projet	1/100
FT 03 Plan mobilier	1/100
FT 04 Coupes	1/100
FT 05 Repérage des cloisons	1/100
FT 06 Repérage des faux plafonds	1/100
FT 07 Plan de repérage des sols	1/100
FT 08 Repérage vitrophanie	1/150

1.4.3 Pièces Graphiques Bureaux d'Etudes :

Lot 04 : Electricité :

- Plan EL01 – Plan électrique - CFO
- Plan EL02 - Plan électrique - CFA
- Plan EL03 - Plan électrique - CDC

2 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS

2.1 Prescriptions générales

Les entrepreneurs prendront connaissance de l'ensemble des descriptifs tous corps d'état. Ces descriptions n'ont aucun caractère limitatif.

De ce fait, l'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires à l'achèvement et à la bonne finition des ouvrages faisant l'objet de son marché.

L'entrepreneur, maître des techniques propres à son Corps d'État, doit aviser par écrit le Maître d'œuvre au plus tard à la remise des offres, de toutes réserves et remarques quant aux prescriptions contenues dans le présent descriptif, qui lui semblent incompatibles avec les règles de l'Art et la bonne construction.

En conséquence, l'entrepreneur ne peut sous aucun prétexte, prétendre à aucune augmentation ou indemnité en cas d'oubli ou d'omission aux plans et bordereaux descriptifs. Il est spécifié que les plans et le descriptif constituent un ensemble et que tout ouvrage mentionné dans l'un ou l'autre document doit être exécuté par l'entrepreneur auquel il appartient au cas où il estimerait la définition insuffisante de demander au Maître d'œuvre avant signature de son marché, tout éclaircissement complémentaire nécessaire.

D'autre part, dans le cas d'une contradiction entre le devis descriptif et les règlements en vigueur, la priorité est donnée aux règlements que l'entrepreneur s'engage à observer même si elle correspond pour lui à une solution plus onéreuse que celle faisant l'objet de son Marché.

L'entrepreneur est réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords, effectué toutes enquêtes nécessaires afin de se rendre compte des sujétions particulières à la nature de l'opération et avoir, s'il le jugeait utile, sollicité auprès du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage tous renseignements utiles.

Il est donc réputé avoir pu apprécier l'ensemble des contraintes liées au site et à son environnement et en avoir tenu compte dans son offre. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité.

De plus, il est censé avoir effectué sa propre identification de tous les déchets et l'évaluation des quantités en jeu pour remettre son offre.

Pour les ouvrages non visibles, il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son offre.

Les plans joints au présent dossier sont donnés pour information de l'entreprise qui doit, sous sa responsabilité, procéder à leur vérification et alerter, le cas échéant, le Maître d'œuvre des inexactitudes constatées.

Il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier la remise en cause des travaux et leur parfait achèvement, étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, s'il constatait une quelconque omission ou imprécision, il devrait immédiatement le signaler, par écrit, au Maître d'Ouvrage et par lettre recommandée, pour obtenir les renseignements complémentaires avant remise de son offre.

2.2 Textes et règlements

Tous les marchés sont soumis aux règles définissant les caractéristiques et conditions de

mise en œuvre des matériaux et ensembles utilisés et constituant les Normes D.T.U., instructions et règlements en vigueur au moment de l'exécution. Ces documents ne sont pas reproduits dans le présent descriptif car supposés connus de l'entrepreneur qui se doit de les respecter. En particulier, il est imposé l'observation et le respect :

- Des prescriptions des Documents Techniques Unifiés et des Normes Françaises de l'Association Française de Normalisation, regroupées dans le R.E.E.F. édité sous les auspices du Ministère de l'Équipement et du Logement.
- Les règles de calcul imposées par le Ministère de l'Équipement et du Logement, en particulier :
 - o Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et construction en béton armé, dites Règles BAEL 91.
 - o Règles pour le calcul et l'exécution des constructions métalliques, dites Règles C.M. 66. Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions, dites Règles N.V. 65-67 et N 84.

2.3 Documents à fournir par les entreprises

Il est confié à l'équipe de Maîtrise d'œuvre, une mission de type : " mission de base ", du domaine du bâtiment, sans études d'exécution, sans mission de synthèse, par rapport aux marchés publics LOI M.O.P., telle que définie par le Décret n° 93.1268 du 29 novembre 1993.

Plans généraux (ou plans architecte) :

Ils définissent l'organisation architecturale du projet et comprennent le repérage et les croquis de détails des ouvrages architecturaux et de second œuvre.

Plans techniques :

Ils définissent les dispositions générales constructives pour les travaux de construction et d'installations techniques.

Ils sont établis par la maîtrise d'œuvre et seront complétés par les entreprises, en fonction des limites explicitement rappelées dans le CCTP de chaque lot concerné.

A l'appui de ces documents, et conformément aux paragraphes 4.3.1.3 et 7.1 de la norme française NF P 03-001, chaque entreprise titulaire d'un ou plusieurs lots, se charge, pour ce qui la concerne d'établir les documents d'exécution des ouvrages (plans, détails, notes de calcul,)

L'entrepreneur est réputé maîtriser parfaitement l'art et les techniques des ouvrages qu'il exécute, l'Entrepreneur est tenu à un devoir de conseil auprès du Maître d'œuvre, les responsabilités de l'Entrepreneur (ou garanties) ainsi que l'obligation de solidarité des fabricants (ou fournisseurs ou importateurs), sont d'ordre public. Aucune clause contractuelle ne peut y faire échec.

De ces responsabilités découlent les obligations suivantes :

- L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre toutes les dispositions constructives qui ne lui paraissent pas conformes aux bonnes règles de la construction ;

- L'Entrepreneur sera tenu de fournir au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle :
 - Les plans d'exécution
 - Les plans de détails spécifiques des points singuliers des ouvrages,
 - Les plans de fabrication en atelier, de montage, d'étaisements, les modes de fabrication
 - Les notes de calculs qui y sont relatives
 - Les avis techniques (ATEC) ou les documents techniques d'application (DTA) des produits, matériaux, éléments et/ou composants de construction à caractère innovant
 - Les fiches techniques des matériaux et matériels utilisés, les notices d'entretien et de fonctionnement (à la demande de la maîtrise d'ouvrage),
 - Les certificats de garantie et tous autres documents que le Maître d'œuvre jugera utiles.
 - Les PV de classement de réaction au feu des matériaux
 - Les PV de classement de résistance au feu des éléments de construction
 - Les PV de performances acoustiques
 - Les rapports d'essais de classement AEV des menuiseries extérieures
 - Les besoins en énergie électrique, en eau et fluides divers aux corps d'état intéressés
 - Les documents relatifs aux demandes de branchements et raccordements de l'ouvrage aux réseaux publics, dûment remplis par les entreprises concernées, à communiquer à la Maîtrise d'ouvrage pour signature et règlement des factures correspondantes
 - L'Entrepreneur devra effectuer tous les essais demandés par le Maître d'œuvre

Outre les qualifications professionnelles ainsi que les attestations de mises à jour des assurances décennales et responsabilité civile, les entreprises fourniront au Maître d'œuvre, toutes les études de détail nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages. Pour des matériaux spécifiques dont la mise en œuvre demande des soins tout particuliers, les entrepreneurs s'engagent à faire figurer sur leurs plans de détails et à les respecter lors de l'exécution, les prescriptions techniques particulières édictées par les fabricants et fournisseurs de ces matériaux.

2.4 Mission du bureau de contrôle

Les missions confiées au Bureau de Contrôle sont : HAND

2.5 Mission de synthèse

Si plusieurs entrepreneurs sont appelés à concourir à un même ouvrage, chacun d'eux doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir en temps utile les indications nécessaires de ses propres travaux (tranchées, percements, scellements, raccords), s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestations, en référer au Maître d'œuvre.

2.6 Matériaux et procédés

Les matériaux seront de la meilleure qualité dans la catégorie demandée et devront bénéficier d'un agrément.

Tous matériaux ou ouvrages présentant des défauts, seront refusés. Les conséquences de ce refus (enlèvement, remplacement, raccords, retards, etc ...) seront à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas où l'Entrepreneur se propose de substituer éventuellement à ceux du projet de base, des appareils ou des matériaux, il est tenu de soumettre au Maître d'œuvre, leurs références, leurs marques, leurs caractéristiques, leurs agréments et de fournir un échantillon.

Si les produits ne sont pas validés par la maîtrise d'œuvre, l'entreprise sera tenue de mettre en œuvre les appareils et matériaux décrits aux CCTP.

2.7 Echantillons et essais

Les essais prescrits par les normes C.C.S. et C.P.C. des D.T.U. ainsi que des essais spéciaux définis éventuellement dans les prescriptions techniques particulières et les descriptifs, peuvent être exigés.

Le Maître d'œuvre précisera au vu du programme des travaux, les opérations auxquelles il assistera. Les entreprises concernées devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le Document Technique COPREC n° 1 publié dans le supplément spécial n° 82-51 bis du Moniteur du 17 décembre 1982 et/ou, le cas échéant, joint au dossier de consultation.

Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC n° 2 publié dans le supplément spécial n° 81-52 bis du Moniteur du 17 décembre 1982.

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions pour permettre le libre accès du Maître d'œuvre ou de son représentant, aux emplacements affectés aux approvisionnements, au stockage, à la préfabrication ou à la mise en œuvre des ouvrages.

L'entrepreneur soumettra obligatoirement au visa du Maître d'œuvre, l'ensemble des documents techniques établis par lui ou ses sous-traitants, à savoir :

- les notes de calcul d'exécution,
- les plans d'exécution de toute nature,
- les spécifications de commande de matériaux, produits et composants de construction,
- les notices techniques concernant la mise en œuvre des matériaux,
- les plans d'échafaudage,
- les procès-verbaux d'essais, contrôles et épreuves.

Cette liste n'étant pas limitative.

Tous les documents cités ci-dessus feront l'objet d'un envoi accompagné d'une fiche VISA afin de faciliter la communication entre les différents intervenants (Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'Œuvre, Entreprises...)

Ces essais et vérifications sont à la charge des entreprises concernées.

2.8 Autocontrôle – Vérification avant réception

2.8.1 Responsabilité de l'autocontrôle

Le titulaire doit, dans le cadre de sa responsabilité, assurer ses propres autocontrôles. De ce fait, chaque titulaire doit au démarrage des travaux nommer le responsable de l'autocontrôle de l'entreprise.

Ce dernier est chargé de la conformité des travaux aux pièces du marché, des essais de conformité et de fonctionnement, et de la transmission systématique des comptes rendus exhaustifs des essais tant à la maîtrise d'œuvre qu'au bureau de contrôle.

Le principe de ce contrôle est qu'il engage la responsabilité sur les parties traitées par lui-même ou par ses sous-traitants.

2.8.2 Vérifications et essais en vue de la réception

Les essais sont réalisés sous la conduite et la responsabilité de chaque titulaire conformément à une procédure proposée par celui-ci et acceptée par le maître d'œuvre. Les consommables et dispositifs nécessaires aux essais sont à la charge de chaque entreprise.

Quand il estime avoir terminé entièrement ses prestations contractuelles, vérifications et essais compris, le titulaire adresse au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, une demande de réception. A sa demande, il doit joindre obligatoirement un compte rendu exhaustif des essais qu'il doit au titre de son marché et qui figurent dans le CCTP du lot intéressé.

Lorsque le maître d'œuvre vérifie par sondage les essais réalisés par le titulaire, celui-ci doit mettre à disposition de la maîtrise d'œuvre le personnel et les appareils de mesure nécessaires aux différentes vérifications.

2.9 Interlocuteur privilégié

Chaque titulaire nomme un interlocuteur privilégié dont le rôle est le dialogue technique, financier et de planification avec la maîtrise d'œuvre, le coordinateur OPC, coordonnateur SPS et le contrôleur technique. Celui-ci est habilité à signer le courrier courant de son entreprise.

2.10 Plans et devis

L'entrepreneur sera tenu de fournir au Maître d'œuvre sur sa simple demande, les plans de détails spécifiques des points singuliers des ouvrages, de fabrication en atelier de montage, d'étaisements, les modes de fabrication, ainsi que les notes de calculs qui y sont relatives,

L'entrepreneur devra effectuer tous les essais demandés par le Maître d'œuvre

L'entrepreneur dispose pour son étude des plans, coupes et élévations indiquant le nombre et la hauteur des étages, les dimensions hors œuvre et dans œuvre, les distributions intérieures et toutes les cotes nécessaires à la construction.

Il doit solliciter auprès du Maître d'œuvre, tous les renseignements complémentaires qu'il juge nécessaires à une parfaite compréhension du projet.

L'entrepreneur doit joindre à son offre, les propositions des détails constructifs liés à ses méthodes d'exécution (jonctions, formes d'éléments préfabriqués, utilisation éventuelle de précontrainte), nécessaires à la compréhension de sa proposition.

L'entrepreneur doit, pendant la phase préparatoire de chantier, soumettre au Maître d'œuvre :

- Les plans de réservations et trémies,
- Les plans d'atelier au chantier et de détails.
- Les notes de calcul si la nature de son corps d'état l'impose.
- Les plans exécution de ses ouvrages.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit tenir à jour les plans, les détails d'exécution et les notes de calculs en fonction des changements intervenus.

2.11 Coordination des ouvrages des différents corps d'état

Le but à atteindre est une exécution parfaite et rationnelle des ouvrages dans les délais prévus au calendrier des travaux et dans les règles de l'Art et de la bonne construction.

Il est rappelé que chaque Entrepreneur de corps d'état secondaire a à sa charge, tous les travaux nécessaires à l'exécution de l'ensemble de ses ouvrages.

En conséquence, l'Entrepreneur est censé avoir pris connaissance de façon approfondie, de l'ensemble du dossier et en particulier, de tous les CCTP.

Sauf dispositions contraires du Cahier des Prescriptions Spéciales, les entrepreneurs doivent tous travaux de percements, scellements, rebouchages, raccords et tranchées nécessaires à la bonne exécution de leur propre lot.

Si plusieurs entrepreneurs sont appelés à concourir à un même ouvrage, chacun d'eux doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir en temps utile les indications nécessaires de ses propres travaux (tranchées, percements, scellements, raccords), s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestations, en référer au Maître d'œuvre.

Chaque entrepreneur réceptionnera les ouvrages exécutés par les autres entrepreneurs ayant un rapport direct avec ses propres travaux (réservations, niveaux, état de surface, etc ...). Il présentera des réserves s'il y a lieu.

La réalisation des travaux vaudra l'acceptation sans réserve. L'entrepreneur du lot considéré demeurera seul responsable de malfaçons ultérieures.

2.12 Etats des lieux

2.12.1 Etat des lieux du terrain

Un état des lieux sera effectué au démarrage de ces travaux et à la charge du lot Electricité, par un huissier. Le constat est effectué sur les constructions, l'état du terrain, les constructions avoisinantes.

2.12.2 Etat des lieux des avoisinants

Sans objet

2.13 Etablissement du compte prorata

Conformément aux pièces contractuelles, les dépenses non définies dans ces pièces, seront imputées au compte prorata. L'entreprise titulaire du lot Electricité, tiendra à jour un cahier de compte prorata qu'elle proposera aux autres corps d'état bimensuellement. A ce titre elle établira une convention qui sera proportionnelle au montant du marché de chaque lot et sera signée par les entreprises ; une copie de cette convention signée sera adressée à la maîtrise d'œuvre.

2.14 Préparations et organisation du chantier

2.14.1 Installation de chantier

La location et les frais de fonctionnement et de gestion de l'installation de chantier seront au compte prorata de l'opération France Travail.

Celle-ci répondra aux points suivants :

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du lot Electricité établit le plan d'installation de chantier. Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises devant intervenir sur le chantier et en accord avec le Maître d'œuvre, du SPS et de l'OPC en tenant compte des directives suivantes :

Modalités pratiques :

L'entreprise titulaire du lot Electricité est tenue d'assurer les prestations suivantes :

- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre, du SPS et de l'OPC, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- mise en place par ses propres moyens de toutes installations communes, sauf prescriptions particulières des pièces contractuelles qui porteraient à la charge d'une autre entreprise, certaines installations spécifiques.
- Sur ces plans devront figurer :
 - Les dispositions d'accès, de voiries provisoires.
 - Les emplacements des engins de levage, bétonnière, aires de coffrage et ferrailage, dépôt de matériaux
 - Les emplacements de clôtures de chantier
 - Les emplacements des bureaux de chantier, salles de réunion
 - Les emplacements de magasins, bureaux , réfectoire et tous les locaux d'hygiène réglementaires, commun ou propre à chaque entreprise
 - Les emplacements des parkings provisoires chantier
 - Les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales, des déblais en attente de réemploi pour remblai,
 - Les origines et cheminements des réseaux d'énergies provisoires (eau, électricité, téléphone)
 - Les emplacements des bennes,
 - Les portails et signalisation,
 - Tous détails non énumérés ci-dessus mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation,

Cette liste n'est pas limitative, aussi l'Entrepreneur sera tenu de faire figurer tous les éléments que les Maîtres d'œuvre jugeront nécessaires.

2.14.2 Nettoyage Chantier / Entretien des abords

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit remettre les ouvrages ou parties d'ouvrages dans un état de propreté et de finition parfaite aux Entrepreneurs lui succédant, en se conformant à l'échelonnement et aux délais fixés par le calendrier des travaux ou par des ordres de service.

En fin de chantier, avant mise en service, le nettoyage intérieur est prévu au lot Peinture.

En complément de toutes ces dispositions le Maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra décider de nettoyages supplémentaires et/ou complémentaires à exécuter par le lot Electricité et qui seront imputés sur le compte prorata et refacturation nominative à l'entreprise défaillante.

Nettoyage chantier

Chaque entreprise veillera au nettoyage hebdomadaire intérieur et extérieur du chantier.

Chaque corps d'état doit le nettoyage de ses débris et l'enlèvement de ses déchets. Les abords des bâtiments dans l'emprise du chantier doivent être maintenus en parfait état de propreté. L'enlèvement de tous déchets est à la charge du titulaire responsable de ces déchets.

Nettoyage et entretien des abords

Les frais relatifs au nettoyage et à l'entretien de ces chaussées et plateformes provisoires seront portés aux dépenses du compte prorata.

Nettoyage base vie

Le nettoyage à minima hebdomadaire de la base vie est à la charge du lot Electricité, les frais relatifs au nettoyage et à l'entretien de ces installations de chantier seront portés aux dépenses du compte prorata.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit remettre les ouvrages ou parties d'ouvrages dans un état de propreté et de finition parfaite aux Entrepreneurs lui succédant, en se conformant à l'échelonnement et aux délais fixés par le calendrier des travaux ou par des ordres de service.

En fin de chantier, avant mise en service, le nettoyage intérieur est prévu au lot Peinture.

En complément de toutes ces dispositions le Maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra décider de nettoyages supplémentaires et/ou complémentaires à exécuter par le lot Electricité et qui seront imputés sur le compte prorata et refacturation nominative à l'entreprise défaillante.

2.14.3 Station de lavage

Sans objet

2.14.4 Clôtures de chantier

Sans objet

2.14.5 Voiries provisoires de chantier

Sans objet

2.14.6 Panneaux de chantier

Dès l'ouverture du chantier, un "panneau de chantier" composé et mis en œuvre par l'Entrepreneur titulaire du lot Electricité devra être installé en vue d'indiquer :

- L'objet de la construction ;
- Une image de synthèse du projet
- Le numéro de permis de construire et la date de commencement des travaux ;
- Les noms et adresses du Maître d'ouvrage, des Maîtres d'œuvre, du Bureau de contrôle, du SPS ;
- La désignation des marchés et des entreprises ;

La composition du panneau de chantier devra être réalisée conformément aux instructions du Maître d'ouvrage et au plan de détail des Maîtres d'œuvre, autant en ce qui concerne les dimensions que le choix des couleurs.

Panneaux en bois dur de 15 mm d'épaisseur, surfacé blanc de type Roligraph de chez Plysorol ou équivalent, cloué sur poteaux en bois traité, avec lettres adhésives.

L'évolutivité et la maintenance de ce panneaux pendant toute la durée du chantier est à la charge et aux frais du lot Gros Œuvre.

2.14.7 Panneaux de signalisation

Les panneaux de signalisation ainsi que les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier ainsi que la signalisation routière réglementaire ou nécessaire sur la voie publique aux abords du chantier et en particulier de ses accès, sont confectionnés et mis en place par l'entrepreneur titulaire du lot Electricité à ses frais, qui veillera à leur bonne conservation pendant toute la durée du chantier.

La mise en place, le maintien en bon état et la gestion de la signalisation (indication des bureaux, des entrées et sorties, des aires de stationnement, des aires de stockage, etc) du balisage, du jalonnement et de la protection des circulations à l'intérieur du chantier est à la charge et aux frais du titulaire du lot Electricité.

2.14.8 Base vie de chantier

Le réfectoire prendra place à l'intérieur du bâtiment, dans la salle de détente. Les frais de fonctionnement, éclairage, chauffage et climatisation seront à la charge du lot Electricité chantier France Travail.

Un sanitaire raccordé sur le tout à l'égout sera à mettre en place par le lot électricité.

Pour les réunions de chantier : Salle de réunion dimensionnée pour recevoir l'effectif nécessaire (salle détente existante) qui comprendra les éléments suivants : tables /

chaises / 1 armoire pour stocker les plans

Les installations doivent être prévues pour accueillir du personnel féminin
Les installations doivent répondre aux prescriptions du code du travail.

Les dépenses liées à la maintenance des installations techniques, à l'entretien quotidien, à la fourniture et au renouvellement des consommables nécessaires au fonctionnement de ces équipements sont inscrites au compte prorata.

2.14.9 Bureaux et magasins

Les titulaires des différents lots se chargent, pour ce qui les concerne, d'installer, de nettoyer et d'entretenir à leurs frais leurs propres bureaux et magasins.

2.14.10 Electricité

- Branchement provisoire

Branchement provisoire est réalisé par le lot Electricité y compris toute démarches administratives relative à ce branchement.

Pour ce faire les titulaires des différents lots fournissent, pendant la période de préparation, leurs besoins planifiés en énergie électrique au lot Electricité

Ce branchement et armoire de répartition générale restent sur le chantier aussi longtemps que nécessaire aux corps d'état quelconque.

Les frais relatifs à ce branchement provisoire sont à la charge du lot Electricité.

- Réseau extérieur provisoire

Le réseau extérieur provisoire est réalisé et entretenu par le lot Electricité à ses frais

- Réseau intérieur provisoire

Le raccordement du réseau est fait par l'entrepreneur titulaire du lot Electricité à ses frais

L'Entrepreneur du lot Electricité réalisera et entretiendra les réseaux intérieurs de distribution de force motrice et d'éclairage provisoire en des points indiqués sur les plans d'organisation du chantier, à partir des câbles laissés en attente par l'Entreprise titulaire du lot Gros Œuvre chantier ESSOR.

L'éclairage intérieur provisoire est réaliser par le lot Electricité à ses frais

L'éclairage provisoire sera réalisé au moyen de hublots étanches et sera réparti comme suit : 1 point lumineux tous les 10 ,00 ml minimum. De manière générale, ces dispositions garantiront un niveau d'éclairement d'environ 15 lux, facilitant la circulation et permettant la reconnaissance des obstacles.

Les armoires électriques de chantier à l'intérieur des bâtiments seront fournies, mises en place et raccordées par l'entreprise du lot Electricité à ses frais. Ces armoires seront implantées de sorte que, en règle générale, on puisse trouver un point de raccordement dans un rayon d'environ 20 mètres de tous les lieux de travail. Les prolongateurs ou enrouleurs nécessaires seront fournis par les entreprises utilisatrices de l'énergie.

L'éclairage complémentaire des zones de chantier faisant l'objet de visites de contrôle des travaux par le Maître d'œuvre, sera installé à sa demande et pendant le temps nécessaire des visites par le titulaire du lot Electricité

L'alimentation électrique des postes de travail est due par chaque entreprise titulaire.

- Consommation

La fourniture des ampoules ainsi que les consommations seront portées aux dépenses du compte prorata.

2.14.11 Eau

- Branchement et Réseau provisoire d'alimentation en eau

Le raccordement du réseau provisoire (intérieur et extérieur) depuis le branchement, est à la charge de l'Entrepreneur du lot Electricité.

, ce branchement provisoire sera maintenu aussi longtemps que nécessaire, y compris toute démarches administratives relative à ce branchement.

Le réseau intérieur provisoire d'eau ainsi que son entretien, incombent à cet Entrepreneur, qui devra également procéder à l'installation si nécessaire, d'un surpresseur provisoire ou tout autre moyen approprié permettant d'alimenter en eau tous les niveaux.

Les frais relatifs à ce branchement provisoire sont à la charge du lot Electricité.

- Évacuation provisoire des eaux pluviales ou de ruissellement reçu par la fouille

Sans objet

- Évacuation provisoire des eaux pluviales reçu par le bâtiment

Sans objet

- Évacuation provisoire des EU et EV

L'évacuation provisoires des eaux usées et eaux vannes est réalisée par le lot Gros Œuvre chantier ESSOR.

Ces installations provisoires, depuis les vestiaires sanitaires et cantonnements seront raccordées aux réseaux existants suivant les prescriptions des plans et/ou des concessionnaires, les normes en vigueur.

Les frais relatifs à ces évacuations provisoires sont à la charge du lot Gros Œuvre chantier ESSOR.

- Consommation

Les dépenses liées à la consommation d'eau potable pour les besoins du chantier sont inscrites au compte prorata.

2.14.12 Téléphone

Sans objet

2.14.13 Fermeture provisoire des bâtiments

Chaque entreprise doit prendre toutes mesures utiles pour que les obturations soient assurées par tout moyen approprié permettant d'exécuter, conformément aux prévisions du calendrier d'exécution, les travaux qui ne peuvent être exposés aux intempéries.

L'entreprise du lot Electricité est chargée de l'ouverture et de la fermeture du chantier le matin et le soir, tant qu'il intervient sur le chantier.

Il est entendu que pour assurer la fermeture convenable et totale du chantier, le titulaire du lot Electricité veille en permanence au bon état des clôtures, portail et portillon.

Lorsque les portes et les châssis ont été posés et ont reçu leurs serrures définitives, le lot cloisons amovibles est chargé de les équiper de canons provisoires à ses frais.

Conservation des clés :

Un trousseau avec les étiquettes correspondantes sera alors remis au titulaire responsable de l'ouverture et de la fermeture du chantier. (Lot Electricité)

Les clés restent sous la responsabilité de l'ensemble des intervenants en fonction du planning, avec délégation à une entreprise par périodes d'interventions. Chacun doit les conserver en bon état et en bon ordre.

En cas de perte d'une clé, la serrure ou le verrou de sécurité correspondant, est remplacé aux frais du responsable de la perte. Les clés déformées ou rouillées sont refusées.

2.14.14 Manutention et livraisons

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées. Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du Maître d'œuvre, préalablement à toute intervention pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution de la structure.

Aucun encombrement des voies publiques n'est toléré. De ce fait les camions de livraison doivent être reçus et déchargés à l'intérieur de l'emprise du chantier

2.14.15 Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages

Chaque entreprise est responsable de la sécurité des personnes et de ses ouvrages pendant toute la durée du chantier.

Tous les étais, planchers ou matériels qui sont mis en place au titre de la sécurité, reçoivent une peinture rouge permettant de les repérer s'ils venaient à être détournés de leur affectation première.

Un treillis soudé doit être laissé dans chaque trémie pour constituer une protection contre les chutes de personnel.

Les lots utilisateurs de ces trémies, découpent le treillis en fonction des besoins et en assurent la protection provisoire au cours de leurs travaux jusqu'au rebouchage définitif des trémies

Chaque entreprise est responsable de la bonne conservation des protections dans la zone où elle est appelée à intervenir. Chaque corps d'état doit en conséquence, trouver lors de son intervention, des garde-corps en place et éventuellement remis en état par le corps d'état qui précède ; si ce n'est pas le cas, les travaux nécessaires sont exécutés et facturés à l'entreprise défaillante.

2.14.16 Protection contre l'incendie

Il est strictement interdit d'allumer des feux (notamment du genre "brasero") tant à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur. Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance.

Un équipement de lutte contre l'incendie est à prévoir suivant les normes et textes en vigueur et conformément aux dispositions du PGCSPS

Les bouches d'incendie qui peuvent être installées, doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement et sont fournis par le lot Gros Œuvre chantier ESSOR. Leur localisation devra figurer sur le plan d'installation de chantier.

2.14.17 Préchauffage de chantier

Le préchauffage a pour objet :

- . L'obtention, dans les locaux, des températures minimales pour la réalisation des travaux,

- . Le maintien, dans les locaux réputés achevés, d'une température garantissant la bonne conservation des prestations réalisées. Le préchauffage est mis en œuvre par tous les moyens utiles et adéquats installés à titre provisoire par l'Entrepreneur du lot Plomberie CVC, y compris toutes les alimentations et raccordements nécessaires.

En fonction de l'objet du préchauffage, celui-ci a lieu par local ou par zone déterminés par le demandeur. L'entreprise du lot CVC Plomberie a à sa charge la conduite et la surveillance des installations de préchauffage.

Ces installations sont couvertes par une police spéciale d'assurance contractée par lui, pour une couverture des risques encourus à la charge du compte prorata

Les frais d'installation et de consommation du pré chauffage (eau, électricité, combustibles) et/ou résultant d'une isolation complémentaire provisoire des locaux sont portés au compte prorata.

2.14.18 Gardiennage

Il n'est pas prévu de société de gardiennage.

Si le comité de gestion du compte prorata décide, à la demande d'un ou plusieurs titulaires, de mettre en place un gardiennage, les frais correspondants seront imputés au compte prorata.

2.15 Incorporations – Réservations – Percements – Calfeutrement

2.15.1 Incorporations

Les entrepreneurs concernés doivent mettre en place, régler et caler les éléments suivants fournis par les autres corps d'états et incorporés au coulage du béton :
fourreaux pour éclairages extérieurs Electricité.

Il est responsable du positionnement et du bon état de ces éléments jusqu'à leur utilisation par l'entreprise fournisseur.

Les incorporations de pots électriques seront assurées au moment de la fabrication, sous la responsabilité technique et financière du lot n° Electricité.

2.15.2 Réervations

L'entrepreneur des lots Plâtrerie et cloisons amovibles, devront implanter et réserver les ouvrages suivants demandés par les autres entreprises et figurés sur leurs plans d'exécution : les réservations (trous, passages horizontaux et verticaux, défoncés, feuillures) et d'une façon générale, toutes les réservations demandées par l'ensemble des corps d'états.

Elles doivent également les renforts qui sont nécessaires.

Les plans de réservations devront être fournis par les entreprises au Maître d'œuvre, au Bureau d'Études Techniques et aux entreprises concernées, afin que celles-ci puissent prévoir la totalité des réservations et incorporations nécessaires à une parfaite réalisation des ouvrages. Les corps d'états ayant fourni les réservations, devront s'assurer avant l'exécution, que les plans sont conformes à leur demande et d'une manière générale, resteront responsables des dimensionnements et des implantations.

Chaque entrepreneur doit repérer et vérifier, au fur et à mesure de leur exécution, les réservations faites par les autres entreprises, en contrôlant l'emplacement et les dimensions des dites réservations. Un trait de peinture de couleur différente pour chaque corps d'état, doit matérialiser cette vérification.

2.15.3 Percements, travaux de reprise

Toute réservation qui ne sera pas remise en temps utile au moment de la réalisation de l'ouvrage, sera réalisée aux frais et à la charge de l'entreprise défaillante.

2.15.4 Calfeutrements, raccords

Chaque entreprise devra la mise en œuvre de ses propres :

- rebouchage des trous et passages dans les planchers, voiles et cloisons maçonnées ; ce rebouchage doit assurer la continuité du degré coupe-feu et de l'isolation (phonique et thermique) et doit être assuré avec un matériau identique à celui du support ;
- rebouchage des saignées dans les cloisons ;
- les calfeutrements après pose des menuiseries, serrurerie, etc ...

2.16 Conditions générales d'exécutions des travaux

2.16.1 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, vérification préalable

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée du terrain et apprécié toutes les sujétions résultant :
 - o de la configuration des abords et des accès, ainsi que des mitoyennetés
 - o des moyens de communication et de transport
 - o des lieux d'extraction et d'approvisionnement en matériaux
 - o des conditions de stockage

- des ressources en main d'œuvre, en énergie et en eau
 - de l'éloignement des décharges autorisées
 - des possibilités d'installation de chantier
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment les plans et dessins d'exécution et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières,
- avoir recueilli tous les autres renseignements utiles du B.E.T. et le cas échéant, des services publics (Orange, D.D.T.), municipaux ou concédés (Eau, Voirie, etc...).

2.17 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit concéder les travaux à la date qui lui est fixée par ordre de service, apporter dans sa réalisation la plus grande diligence et respecter les priorités qui lui sont indiquées par le maître d'œuvre.

Il est tenu :

d'une part, de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part, d'avoir toujours tous matériels et approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper le retard s'il y a lieu.

2.17.1 Rendez-vous de chantier, cahier de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier ou d'y déléguer un agent qualifié muni des pouvoirs nécessaires.

Chaque rendez-vous de chantier fait l'objet d'un procès-verbal écrit, rédigé par le Maître d'œuvre et diffusé par ses propres soins au Maître de l'ouvrage et à l'entrepreneur.

Les procès-verbaux seront décrits sur un cahier qui restera en permanence sur le chantier.

La garde de ce cahier sera placée sous la protection de l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance du contenu des procès-verbaux de réunions de chantier en faisant la lecture du cahier de chantier sans attendre la diffusion de ce P.V. par le Maître d'œuvre.

Le remplacement de l'entrepreneur par un collaborateur non qualifié, sera considéré comme une absence et pénalisé en conséquence.

2.17.2 Trait de niveau extérieurs

Le trait de niveau sur les façades ne devra être tracé que par l'entrepreneur du lot Gros œuvre. Il en assurera l'entretien pendant la durée des travaux jusqu'à la fin du chantier. Il sera donc reporté et tracé autant de fois qu'il sera nécessaire.

2.17.3 Echafaudages

Tous les travaux décrits ci-après, comprennent implicitement la valeur des échafaudages, des garanties et des agrès de toute nature, nécessaires à la parfaite exécution de ces travaux.

2.17.4 Remise en état du terrain

Le terrain sera remis en état par l'entrepreneur titulaire du lot N°1, à sa diligence, lors de l'achèvement des travaux. Cette remise en état comprendra l'enlèvement des gravois et détritux aux décharges publiques, comblement des ornières et des chemins d'accès, enlèvement de toutes constructions provisoires, etc.

2.17.5 Protection des ouvrages

Les entrepreneurs devront à leurs frais, assurer la protection de leurs ouvrages et resteront personnellement responsables de tous dégâts qui seraient apportés pour quelque cause que ce soit, jusqu'à l'achèvement complet et la réception des travaux.

2.18 Vérification des côtes portées aux plans

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assurer de leur concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détails et le C.C.T.P. EN PARTICULIER POUR LES OUVRAGES MENUISÉS A FABRIQUER SUR MESURES. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle métrique sur les dessins d'architectes.

L'entrepreneur devra s'assurer sur place, de la possibilité de respecter les cotes données et signaler toutes les erreurs ou omissions au Maître d'œuvre qui opérera s'il y a lieu, à la correction.

2.19 Notice d'hygiène et de sécurité (P.P.S.P.S)

Voir document C.S.P.S